

## Le mariage gay sur les bancs

**L'Assemblée a débattu pour la première fois, hier, d'une proposition de loi PS sur l'union des homosexuels.**

C'est une première dans l'hémicycle : hier le mariage homo a été examiné en séance, à l'Assemblée nationale. Dans le calme. La veille, devant des centaines de militants près du Palais Bourbon, Jean-Marc Ayrault, patron du groupe socialiste avait espéré un débat «*sans dérapages*». Hier matin, à droite, les détracteurs les plus bruyants du mariage gay sont restés planqués. Les ténors n'étaient pas de sortie. Même si le gouvernement, sans surprise, s'est opposé à la proposition de loi socialiste d'ouvrir le mariage civil aux couples de même sexe. Le mariage est «*une institution*», «*un symbole social*» auquel il ne faut pas toucher, a assené le garde des Sceaux, Michel Mercier, lui-même marié et père de famille catholique. Deux élus de droite se sont prononcés, «*chacun en son âme*» en faveur du texte socialiste, qui sera mis aux voix mardi.

**Costume.** Pour le Parti socialiste, cette initiative parlementaire est une manière de prendre rendez-vous. «*Cela vaut engagement pour nous. De toute façon, l'ouverture du mariage est inscrite dans notre projet, et les différents candidats le reprendront*», a affirmé Jean-Marc Ayrault à l'extérieur et à l'intérieur de l'hémicycle, parlant même de «*fierté*». Le député socialiste Patrick Bloche s'est à nouveau glissé dans un costume de rapporteur. C'est lui qui, dans un climat de violences verbales, avait défendu le pacs il y a plus de dix ans. «*Pionnière lors du vote du pacs, la France est aujourd'hui à la traîne.*» En Europe, les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne, la Norvège, la Suède, le Portugal et l'Islande ont reconnu le mariage homosexuel, a-t-il rappelé. «*Avez-vous constaté que ces sociétés, dont certaines sont plus marquées que la nôtre par la religion, ont été ébranlées dans leur fondement ? a demandé Bloche, avant d'ajouter qu'il est nécessaire de franchir une nouvelle étape sur le chemin de l'égalité.*»

Sandrine Mazetier, députée socialiste de Paris, n'a pas voulu ressusciter les «*insultes et anathèmes*», mais elle a rappelé «*les craintes et les prophéties*» que l'on entendait déjà à l'époque du pacs. Présenté comme une «*menace*», celui-ci allait «*mettre fin au mariage*» et permettre «*le retour de la répudiation*» des femmes. Or il «*fut tout l'inverse*». L'an dernier, 203 882 déclarations de pacs ont été enregistrées, à 96% par des couples hétéros. Il y eut trois pacs pour quatre mariages. Mais pacs et mariage n'impliquent pas les mêmes devoirs... ni les mêmes droits (en termes de transmission du patrimoine, du nom, de pension de réversion, de parentalité). «*Le mariage et le pacs n'ont pas sur le plan familial vocation à devenir similaires*», a rappelé le garde des Sceaux.

Aujourd'hui, la gauche propose «*non pas de réduire les droits des couples hétérosexuels mariés, mais d'ajouter un droit nouveau*». Pourquoi empêcher une catégorie de couples d'accéder à ce droit ? Au nom de quoi ? Ils furent plusieurs députés à poser la question au gouvernement. «*De quoi avez-vous peur ?*» a lancé Noël Mamère, qui en juin 2004 avait célébré en sa mairie de Bègles, le premier et dernier mariage gay, annulé depuis par la justice. «*En France, la majorité résiste de manière réactionnaire à l'ouverture des droits pour tous*», a insisté l'élu vert. Député UMP du Val-d'Oise, Claude Bodin a dénoncé, lui, un texte «*à vocation polémique que l'on voit fleurir avant les élections*», où il décèle «*une réponse à des revendications communautaristes*». Pour lui, l'homosexualité est «*une réalité privée, qui ne peut devenir une norme parmi d'autres.*»

*Derrière, c'est l'homoparentalité qui fait peur. Plus personne, même à droite, ne nie l'existence de ces familles. Même si certains, comme l'UMP Michel Dieffenbacher, ne savent pas comment les évoquer :*

*parlant maladroitement de «parents adoptifs» et déclarant, qu'«élever un enfant qui n'est pas le sien est toujours un beau geste». Mais le député refuse toute «institutionnalisation dans notre droit».*

*«Notre société a changé, n'en déplaise à certains collègues de droite», a posé Aurélie Filippetti, députée PS de Moselle. Aujourd'hui, 56 % des enfants naissent hors mariage. La majorité des Français sont favorables à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.*

**«Chemin personnel».** On en trouve aussi quelques-uns, dans les rangs de la majorité, franchement désertés. *«Chacun doit faire un chemin personnel. J'ai fait le mien»,* a expliqué l'UMP Henriette Martinez qui votera pour le mariage gay. Tout comme le radical Yves Jégo qui l'a dit sur LCI. Franck Riester, 37 ans, député UMP de Seine-et-Marne a été le premier à se mouiller en séance : *«Offrir à deux personnes qui s'aiment le choix de s'unir selon le même contrat de vie, quelle que soit leur orientation sexuelle, n'est-ce pas dans la droite ligne de notre tradition républicaine ?»* Il est applaudi par la gauche, dont plusieurs leaders lui griffonnent un petit mot qu'on imagine doux.

**CHARLOTTE ROTMAN** Journal Libération 10 juin 2011